



Pays: Haïti
Plan d'initiation

Titre du projet: **Intégration de la politique nationale de protection sociale dans la planification et l'action locales - Atteindre les plus vulnérables et renforcer la résilience (y compris pour une réponse efficace à court terme au COVID-19)**

(Un projet pilote pour tirer des leçons pour une future mise à l'échelle au niveau national)

Résultat (s) attendu (s) du PNUAD / CPD:	Réduction de la pauvreté et moyens de subsistance
Résultats CPD attendus:	Développement inclusif, réduction de la vulnérabilité et résilience
Dates de début / fin du plan d'initiation:	15 décembre 2020-15 juin 2022
Partenaire de mise en œuvre:	Mise en œuvre directe - PNUD

Brève description

Mi 2020, Haïti a lancé sa politique nationale de protection et de promotion sociale (PNPPS). L'opérationnalisation de cette politique dans une action concrète et pleine d'impact est désormais un prochain défi majeur.

Trois tâches principales se détachent: établir un registre ou une base de données national de vulnérabilité, étendre encore la couverture de la base de données SIMAST actuelle (actuellement à seulement 25% du pays); traduire les orientations politiques en initiatives de programme efficaces et objectivement ciblées; et la mobilisation des financements nécessaires.

Ce projet pilotera ces objectifs au niveau de 12 administrations locales (tirées de la couverture géographique du projet Canada-PNUD sur la gouvernance locale en cours de mise en œuvre) en mettant l'accent sur: le renforcement des capacités pour l'introduction et la maintenance de SIMAST au niveau local; démontrer la capacité à intégrer les considérations du PNPPS dans la planification et l'action du développement local; et en apportant un soutien (financier et technique) direct à un certain nombre de microprojets concrets, démontrant ainsi l'efficacité - du point de vue du PNPPS - d'une telle localisation.

Ce projet s'appuie sur une importante contribution du gouvernement espagnol et de la Facilité d'intervention rapide du PNUD. Alors que les deux projets partagent les trois objectifs de résultats ci-dessus, la contribution du gouvernement espagnol comprend également les points supplémentaires suivants: les microprojets de soutien direct se concentreront spécifiquement sur les réponses d'atténuation de l'impact du COVID-19; pour cela, l'appui du Comité Santé de la Commission Bi-Nationale (Haïti et République Dominicaine) sera mobilisé; les localités pour cette composante seront sélectionnées spécifiquement dans la zone frontalière (sur un total de 12 à soutenir dans le cadre de ce projet); et la participation de l'Association des maires sera facilitée pour / dans la conception du programme national de mise à l'échelle qui sera formulé à la fin du projet et en s'inspirant des leçons tirées de cette

Durée du programme: 18 mois (RRF)
12 mois (Espagne)

Numéro de projet Atlas: _____

ID de sortie Atlas:

Marqueur de genre: 2

Total des ressources nécessaires 2 250 000

Total des ressources allouées: 2 250 000

- Ordinaire _____
- Autre:
 - o Donateur (RRF) 1 500 000
 - o Donateur (Espagne) 750 000
 - o Gouvernement

Budget non financé:

Au-dessus de l'Espagne, contribution estimée à 650 000 euros, et éventuellement ajustée en fonction du montant effectivement reçu. Le budget du projet doit être aligné en conséquence

Nom:

Signature:

Date:

Timbre:

I. CONTEXTE, OBJECTIF ET RÉSULTAT ATTENDU

L'impact socio-économique du COVID-19 en Haïti a été considérable (comme indiqué plus loin). Une réponse efficace et objectivement priorisée doit donc être fondée sur des preuves. Afin d'éclairer la formulation d'une telle réponse efficace et objectivement priorisée, le PNUD a entrepris en juillet-août 2020, en tant que chef de file technique et en partenariat avec d'autres agences, une enquête auprès des ménages à laquelle plus de 6000 répondants ont participé, dans tout le pays et sur la base d'un échantillon différencié par sexe. Plusieurs résultats clés importants sont ressortis de cette enquête.

Premièrement, le COVID-19 a conduit à une nouvelle augmentation des niveaux de pauvreté pré-COVID-19 déjà extrêmement élevés. Fin 2017, la pauvreté en Haïti s'élevait à 60% (et l'extrême pauvreté à 25%) et ceci à la suite de plusieurs catastrophes et crises récurrentes d'origine humaine et naturelle au cours de la dernière décennie. L'enquête récente du PNUD ci-dessus a montré comment cette situation socio-économique fragile s'est encore détériorée en raison de l'épidémie de COVID-19. La profondeur de cet impact identifié est également conforme aux conclusions de la précédente étude d'impact macro-économique COVID-19 du PNUD (avril 2020) qui prévoyait une perte de 4,9% du PIB en 2020 (chiffre depuis également pris comme scénario de base. dans le ``Programme de Relance Economique Post-Covid '' du ministère des Finances en octobre 2020) et des baisses substantielles des revenus, de l'emploi et des recettes nationales peuvent ainsi être attendues en raison de cette profonde récession,

Deuxièmement, 32% des répondants déclarent une perte de revenu à la suite du COVID-19. L'enquête auprès des ménages, dans laquelle plus de 60 dimensions de l'impact potentiel ou attendu du COVID-19 ont été évaluées (y compris en ce qui concerne l'accès à l'éducation et à la santé), a révélé que pour 60% de ceux qui déclarent une perte de revenu, les pertes ont été supérieures à 50%. par rapport à leurs revenus pré-COVID-19, et les femmes - en particulier les femmes chefs de famille - ont été plus touchées que d'autres.

Troisièmement, la principale raison de cette baisse des revenus est les fermetures d'entreprises permanentes (pour 5% des ménages) ou temporaires (pour 11% des ménages) et les pertes d'emplois et de revenus qui en résultent. Cela implique une augmentation probable du chômage au niveau national d'au moins 5%, si ces chiffres d'enquête doivent être extrapolés. De plus, les chiffres montrent ici aussi un impact beaucoup plus fort à cet égard sur les femmes que sur les hommes.

Quatrièmement, en termes d'adaptation, 82% des familles ayant déclaré une perte de revenu ont eu recours à l'emprunt ou ont épuisé leurs stocks et leurs économies comme moyen de compenser la perte de revenu. Les implications pour la reprise future et la résilience sont donc considérables.

Cinquièmement, le COVID-19 a non seulement conduit à une augmentation de la pauvreté, mais a également considérablement aggravé la pauvreté existante déjà pré-COVID-19. L'enquête auprès des ménages a révélé que les ménages déclarant moins de 2 500 gourdes (80 \$) de revenu par mois sont passés de 10% des ménages avant COVID à 21% maintenant; ceux déclarant entre 2 500 et 5 000 sont passés de 20% à 28%. Ceux déclarant un revenu supérieur à 5 000 gourdes (80 \$) et toujours bien en deçà du seuil de pauvreté, en supposant une taille moyenne de famille de cinq) sont ainsi passés de 71% à 52%.

Sixièmement, l'économie haïtienne est confrontée à de profondes faiblesses et déficiences structurelles et de gouvernance, et chaque nouvelle crise (comme le COVID-19) ajoute encore à la dépendance croissante à l'aide d'urgence. Au cours des cinq dernières années et compte tenu de la croissance négative de 2018 et 2019, l'économie a progressé à un taux moyen de 1,1%. C'est 0,4 point de pourcentage en dessous de la croissance démographique, conduisant ainsi à une croissance négative du PIB par habitant. Elle érode continuellement la possibilité de générer des ressources qui dépassent les besoins de consommation, afin d'être investies dans les capacités sociales et productives futures. Le résultat est un nombre croissant de cas de vulnérabilités et d'exigences de protection sociale.

Septièmement, la crise actuelle et les secteurs de prestation de services de base inadéquats en Haïti ont des répercussions importantes sur la sécurité alimentaire, les moyens de subsistance et la santé des ménages haïtiens, en particulier les plus vulnérables.. L'approche des indicateurs de sécurité alimentaire consolidés (CARI) estime que plus de la moitié des ménages étaient déjà en situation d'insécurité alimentaire avant le début du COVID-19, et que le nombre d'Haïtiens en déficit alimentaire pourrait avoir augmenté d'un autre million.

Huitièmement, la crise du COVID-19 a plus touché les femmes que les hommes. La réponse d'impact socio-économique au COVID-19 doit donc être particulièrement forte en ce qui concerne la sensibilité au genre. Presque toutes les dimensions d'impact évaluées dans l'enquête PNUD / ONU font état d'un impact plus grave sur les femmes, et en particulier sur les ménages dirigés par des femmes. Les résultats préliminaires de l'analyse rapide de genre pour le COVID-19 indiquent également que la proportion de femmes économiquement actives sans travail rémunéré est passée de 24% à 39% pendant - ou à la suite - de la pandémie; pour les hommes, l'augmentation signalée

est de 15% à 24%. Une réponse sensible au genre fondée sur des preuves ne peut devenir une réalité qu'en assurant exactement la cartographie systématique et complète des vulnérabilités locales, car celles-ci doivent impérativement faire ressortir la profondeur différenciée selon le sexe de la vulnérabilité et des inégalités. Cela nécessite impérativement un processus et un cadre d'évaluation dans lesquels les données liées au genre sont pleinement saisies (comme le SIMAST - c.-à-d.

En ce qui concerne la capacité de réponse à la crise - et la capacité de réponse aux vulnérabilités générées par la crise - Haïti fait donc face à une double priorité: un, assurant un **capacité de réponse rapide et à court terme (comme à l'impact du COVID-19)** et, deuxièmement, établir **des mécanismes durables (également au niveau local) pour cartographier - et répondre - aux vulnérabilités les plus extrêmes**, grâce à la localisation de la politique nationale de promotion et de protection sociale récemment approuvée. Ce projet contribuera à ces deux défis, à travers un pilote dans 12 localités. (Dans le cadre des activités financées par le gouvernement espagnol, cinq de ces douze localités seront situées dans la zone frontalière. Pour les activités d'appui direct liées à l'impact du COVID-19, le projet travaillera donc également en étroite collaboration avec la Commission binationale Haïti-République dominicaine)

Le PNUD, en collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies au sein de laquelle il assume la direction technique de la formulation de la réponse à l'impact du COVID-19, a déjà activement fourni un appui au gouvernement d'Haïti pour répondre à la crise multidimensionnelle du COVID-19, non seulement pour faire face aux conséquences socio-économiques immédiates, mais aussi pour aider à renforcer la résilience du pays aux chocs futurs et pour contribuer au développement durable. Cette assistance a été principalement une "réponse rapide" et sans à l'époque une base de données complète disponible sur les personnes les plus touchées par la crise du COVID-19.

Haïti a donc besoin de toute urgence - comme l'ont montré les défis rencontrés pour répondre pendant la crise du COVID-19 - d'une politique de protection sociale qui fonctionne bien, institutionnalisée et objectivement priorisée et qui puisse être mise en œuvre sur la base d'un registre ou d'une base de données de vulnérabilité complet et constamment mis à jour. Il est donc très bienvenu de noter que, deux mois après le début du COVID-19, le gouvernement a annoncé sa nouvelle protection et promotion sociales nationales (PNPPS dans son acronyme français). Il vise à rassembler en une politique globale un concept de «filet de sécurité» véritablement à vie, répondant aux besoins les plus critiques des nourrissons, des jeunes, des adultes et des personnes âgées. Il s'agit d'un pas en avant majeur pour assurer une protection efficace des plus vulnérables de la société. La crise du COVID-19 a engendré le sentiment d'urgence de finaliser et d'approuver cette politique nationale, qui s'est préparée depuis près de deux ans.

Comme le souligne la Note d'orientation du Secrétaire général sur un cadre pour une réponse immédiate à l'impact socio-économique (avril 2020), la réponse doit être rapide, mais également inclure un effort pour "reconstruire en mieux". L'institutionnalisation de la réponse grâce à l'intégration de la politique nationale de protection sociale récemment finalisée et approuvée (qui devrait être le cadre général guidant tout soutien axé sur la vulnérabilité) est donc une partie essentielle du projet et devrait contribuer au maintien des capacités (et donc action de protection) à long terme, y compris en ce qui concerne les réponses au COVID-19 et la possible réémergence future de telles pandémies ou de pandémies similaires.

Mais il y a des défis majeurs à relever pour rendre la politique nationale de protection sociale efficace améliorer la protection sociale, y compris à court terme pour les plus vulnérables touchés par le COVID-19.

Premièrement, le PNPPS ne définit pas (encore) de concepts de programme concrets. Dans une large mesure, le PNPPS est un document de politique et, lorsqu'il est présenté plus en détail en termes opérationnels, davantage une synthèse de plusieurs interventions autonomes de protection sociale entreprises avant sa formulation, et avec leurs approches, objectifs et cibles spécifiques en grande partie définies dans le cadre d'interventions spécifiques, principalement financées par l'extérieur. Il est nécessaire de traduire les grandes orientations politiques en instruments de programme plus concrets et opérationnels.

Deuxièmement, le PNPPS ne peut être efficace sans une base de données nationale sur la vulnérabilité. Un SIMAST (Système d'Information du Ministère des Travaux Sociaux et de l'Emploi) a été lancé, couvrant seulement environ 25% des vulnérabilités totales estimées. Cela est dû à l'enregistrement actuel qui se produit principalement par l'inclusion d'une composante d'enquête dans les opérations d'aide alimentaire d'urgence s'étendant dans de nouvelles zones géographiques, et sous réserve du financement des donateurs, principalement par l'intermédiaire du PAM qui est l'agence qui a été, avec le ministère des Affaires sociales, à la base du SIMAST. Il est donc nécessaire d'institutionnaliser SIMAST (en termes de couverture et de mise à jour systématiques) dans le système d'administration locale, sur la base d'un logiciel standardisé au niveau central et d'un système national.

Troisièmement, le PNPPS doit trouver une solution à ses besoins de financement, même si elle est étape par étape. La Commission économique pour l'Amérique latine a procédé à une évaluation interne des financements (déficits) liés au PNPPS, sur la base des chiffres de population estimés dans chacune des catégories de vulnérabilité couvertes par le PNPPS. Cinq scénarios ont été envisagés, d'une couverture très minimale pour laquelle le nombre de cas était estimé à environ 200 000 personnes, et d'un scénario optimal, pour lequel le nombre de cas était estimé à 6 millions. Les coûts estimés pour le scénario minimum seraient de 0,2% du PIB, pour le scénario maximum de 16% du PIB. Le financement actuel lié au PNPPS est de 0,6% du PIB, ce qui pose un besoin urgent et critique d'examiner les options pour augmenter le financement.

Ce projet visera à relever les défis de mise en œuvre et d'efficacité du PNPPS ci-dessus, en particulier au niveau local, et contribuera ainsi aux considérations et objectifs «Reconstruire mieux» en ce qui concerne la politique et les programmes nationaux de protection sociale et leur efficacité. Pour ce faire, le projet mobilisera les administrations locales vers la mise en œuvre du PNPPS, et à court terme spécifiquement en relation avec les vulnérabilités impactées par le COVID-19. C'est donc aussi une contribution majeure à la politique nationale de décentralisation, dont la mise en œuvre est très en retard par rapport aux plans et attentes initiaux. Outre une focalisation sur la réponse à l'impact socio-économique à court terme du COVID-19, ce projet RRF a donc également un objectif stratégique et à plus long terme, qui est d'aider les décideurs au niveau local à devenir des acteurs clés pour la mise en œuvre de la politique nationale plus large de protection et de promotion sociales, en contribuant à la maintenance de la base de données nationale sur la vulnérabilité; à l'intégration du PNPPS dans l'action locale;

Ce projet pilote donnera donc une impulsion majeure à la conception d'un programme ultérieur plus large pour étendre cette initiative au niveau national, qui est un objectif particulièrement important et un résultat attendu de ce projet. En effet, l'un des principaux résultats à la fin du projet sera la formulation d'un tel programme national d'intégration du PNPPS à tous les niveaux locaux de l'administration, et ce dans le cadre d'une politique de décentralisation prononcée.

En tant que tel, ce projet apportera également une contribution majeure à l'un des six objectifs de référence stratégiques du Cadre stratégique intégré Mission-UNCT pour Haïti, ainsi que du

Cadre de réponse COVID-19 UNCT., car les deux soulignent la mise en œuvre effective de la politique nationale de protection sociale en tant que priorité clé, non seulement pour la réponse à court terme COVID-19, mais aussi pour le renforcement progressif des capacités de résilience nationales et locales.

En intégrant des données de vulnérabilité objectives, et notamment en assurant une sensibilité au genre de ces données, et en assurant un contrôle participatif de l'intégration de ces données et de la priorisation basée sur des critères, ce projet aura également contribué à la prévention du favoritisme et des erreurs. appropriation. Pour cela, le lien de ce projet avec le projet de gouvernance locale en cours, afin de s'appuyer davantage sur les progrès déjà réalisés en matière d'inclusion, de participation, de transparence et de contrôle, offre une opportunité majeure pour un impact accru.

L'objectif principal est de piloter l'intégration, en collaboration avec les administrations locales, de la politique nationale de protection sociale et de promotion dans la planification et l'action locales, afin de renforcer la résilience et de fournir une base d'expérience et de `` leçons apprises '' pour le développement national ultérieur. programme de mise à l'échelle. Dans le cadre de ce projet, cela sera visé en soutenant une forte intégration du PNPPS dans des actions multiformes au niveau local.

Le PNUD a mis en œuvre le `` Projet de gouvernance locale '' (financé par le Canada avec un budget substantiel de 15 millions de dollars) a pour objectif principal de soutenir la mise en œuvre efficace du programme national de décentralisation, et qui est une disposition essentielle de la Constitution d'Haïti, bien que le la pleine mise en œuvre de la disposition constitutionnelle est toujours bien en deçà et en deçà des attentes et des exigences. Pour cela, le projet «Gouvernance locale» vise à établir un gouvernement local performant, participatif, démocratique et responsable, et fournit un soutien direct aux processus de planification du développement local intégrés et consultatifs. Travailler avec douze administrations locales, les principaux partenaires et la zone cible,

Le projet poursuivra cet objectif en se concentrant sur les trois produits suivants:

Sortie 1: Autonomiser l'administration locale et renforcer les capacités locales pour la maintenance et la mise à jour de la base de données SIMAST

Les administrations locales seront soutenues dans la mise en place d'un point focal et d'un service dédié afin d'introduire, d'élargir et de maintenir la base de données SIMAST au niveau local, en s'appuyant sur le logiciel du système national SIMAST déployé par le ministère des Affaires sociales.

Du matériel de bureau et des lecteurs de cartes d'identité seront fournis (dans le cadre de la composante RRF) pour faciliter l'enregistrement et se connecter facilement au système national.

À un stade ultérieur, l'accès par carte offrira également un avantage supplémentaire aux citoyens en étant en mesure d'accéder à des informations mises à jour sur leurs droits

PNPPS personnels, sur la base des critères des avantages du programme et des informations spécifiques à la personne incluses dans la base de données.

Les efforts initiaux de localisation de la couverture SIMAST suivront la conception actuelle du système SIMAST, en particulier en ce qui concerne les différentes catégories de vulnérabilité qui y sont capturées. A un stade ultérieur, et dans le cadre du programme de mise à l'échelle qui sera conçu à la fin du projet, un appui à l'élargissement des catégories de vulnérabilité et donc du système SIMAST sera envisagé et soutenu.

Sortie 2: Intégration de considérations sensibles au genre et à d'autres facteurs de vulnérabilité dans la planification de l'action locale (et avec un accent à court terme sur les vulnérabilités créées par COVID-19)

Les capacités seront renforcées pour assurer l'inclusion effective, en termes de ciblage des bénéficiaires et de hiérarchisation des activités, des données SIMAST locales dans la planification des actions et la budgétisation au niveau local.

Cela s'accompagnera également d'efforts supplémentaires pour élargir la consultation et la responsabilité, déjà des objectifs clés dans le cadre du projet " Gouvernance locale " ci-dessus, au défi de l'intégration des politiques du PNPPS en action au niveau local, et y assurer également l'application systématique de tous -Lentille de genre importante.

Sortie 3: Soutien direct aux actions locales en réponse aux vulnérabilités identifiées et objectivement hiérarchisées, spécifiquement (dans le cadre de ce projet, et en particulier de la composante financée par l'Espagne) en relation avec l'impact socio-économique du COVID-19 et les priorités du LNOB

Un budget limité sera alloué aux administrations locales pour entreprendre des actions spécifiques permettant de démontrer l'intégration des considérations et objectifs PNPPS et de la base de données SIMAST (locale). Cela pourrait concerner les actions prioritaires de choix; le ciblage des vulnérabilités les plus graves; ou la participation des plus vulnérables (par exemple par le biais d'approches argent contre travail ou de subventions de démarrage d'entreprises informelles) à la mise en œuvre d'initiatives locales. La priorité sera donnée dans le cadre de cette initiative, en particulier en ce qui concerne la composante financée par l'Espagne) aux impacts et vulnérabilités socio-économiques créés par le COVID-19.

Par conséquent, pour soutenir l'institutionnalisation de la politique nationale de protection sociale au niveau local et démontrer l'efficacité du projet et de l'approche suivie, le projet apportera un soutien immédiat et direct à des microprojets locaux concrets, mais ceci dans le cadre d'une stratégie globale. de relever (certains des) défis de mise en œuvre du PNPPS ci-dessus et de permettre de tirer les leçons de ce pilote initial pour éclairer la formulation d'une initiative nationale ultérieure à plus grande échelle.

Dans le cadre de la composante projet financée par l'Espagne, la formulation de l'initiative du programme national de mise à l'échelle se fera en étroite association avec l'Association des maires d'Haïti. Le soutien direct aux localités pour entreprendre des activités

concrètes d'atténuation de l'impact du COVID-19 sera entrepris en partenariat étroit avec le Comité de la santé de la Commission binationale d'Haïti et de la République dominicaine.

Ce projet assurera non seulement un soutien, par la localisation sur le PNPPS, aux personnes les plus touchées par le COVID-19 et les plus laissées pour compte, mais améliorera également la résilience sociale et économique des communautés locales.

Le projet veillera à mettre l'accent sur l'égalité des sexes, non pas en imposant un pourcentage théorique d'allocation des ressources aux considérations d'égalité des sexes et à la budgétisation, mais en assurant la pleine intégration des données SIMAST dans la planification et l'action du développement local. Comme l'évaluation d'impact du COVID-19, ainsi que le profil socio-économique et de genre global d'Haïti, ont montré un niveau constamment élevé d'inégalité entre les hommes et les femmes en termes d'impact et de vulnérabilités, une telle intégration devrait nécessairement conduire à un niveau supérieur à 50% se concentrent sur des initiatives visant à lutter contre ces inégalités et ces différences de vulnérabilité. Le véritable test dans la programmation sensible au genre sera donc dans une démonstration qu'une telle "discrimination positive", à travers une programmation et un impact différenciés selon le genre, a effectivement été réalisée

Un projet avec deux sources de financement

Objectifs partagés - et certaines priorités opérationnelles spécifiques

Ce projet est financé par une contribution de 1,5 million de dollars de la Facilité d'intervention rapide du PNUD et de 750 000 dollars (650 000 euros) de l'Agence espagnole de coopération au développement.

La composante RRF ciblera les trois produits ci-dessus dans 12 localités, sélectionnées dans le cadre du projet de gouvernance locale en cours.

La composante AECID se concentrera sur 5 localités (sélectionnées parmi ces 12 localités) et spécifiquement sélectionnées dans la zone frontalière Haïti - République dominicaine.

Bien que les deux composantes poursuivent les trois mêmes résultats clés, la composante AECID:

- Avoir une durée de 12 mois, contre 18 mois pour le volet RRF;
- Concentrera le soutien concret dans les cinq localités (Produit 3) spécifiquement sur la réponse à l'impact du COVID-19 pour les plus affectés et les plus vulnérables;
- Associer le Comité Santé des Commissions Bi-Nationales aux activités de réponse au COVID-19; et
- Aidera l'Association des maires d'Haïti à participer pleinement à la formulation d'une éventuelle initiative nationale post-pilote visant à intensifier ce projet à travers le pays.

L'objectif à plus long terme de la composante financée par le RRF et du gouvernement espagnol est de piloter l'intégration et la localisation, en collaboration avec les administrations locales, de la politique

nationale de protection sociale et de promotion dans la planification et l'action locales, afin de renforcer résilience et fournir une base d'expérience et d'« leçons apprises » pour la formulation et la mise en œuvre du programme national de mise à l'échelle ultérieure. Dans le cadre de ce projet, cela sera visé en soutenant une forte intégration du PNPPS dans des actions multiformes au niveau local. Le pilotage d'initiatives concrètes, à soutenir dans le cadre du projet et à démontrer l'alignement sur le PNPPS, sera spécifiquement orienté, dans le cadre de la composante financée par le gouvernement espagnol, pour répondre aux besoins et aux vulnérabilités générés par COVID-19 (confinement du COVID-19, protection ou résilience contre les futures vagues éventuelles). La formulation de l'initiative de mise à l'échelle, en s'appuyant sur les leçons tirées de ce pilote, se fera donc en étroite association et collaboration avec l'Association des maires d'Haïti.

L'objectif immédiat et à court terme, en particulier dans la composante de 12 mois financée par le gouvernement espagnol, est de fournir un soutien direct, avec et à travers les administrations locales, à l'impact le plus grave du COVID-19 au niveau local. Dans le cadre de cette composante du projet, une association étroite sera poursuivie avec le Comité Santé de la Commission Binationale, tant pour la conception que pour la mise en œuvre de cette réponse COVID-19 Santé.

II. ARRANGEMENTS DE GESTION, PARTENARIATS ET ACTIVITÉS CONNEXES

Le projet sera mis en œuvre sur 18 mois (12 mois pour la composante financée par le gouvernement espagnol) à partir de la mi-décembre 2020 et sera directement mis en œuvre par le PNUD dans le cadre des procédures DEX.

L'agence partenaire chef de file du projet sera la Ministère des affaires sociales et du travail (MAST). Le Ministère et le PNUD suivront et évalueront conjointement toutes les activités du projet.

Un forum de représentants des conseils locaux de la zone du projet se réunira une fois tous les trois mois pour partager des points de vue et des suggestions, afin que non seulement la mise en œuvre du projet réponde aux commentaires et suggestions des citoyens, mais aussi que la preuve de concept à la fin de la projet - et sur lequel concevoir un programme national de mise à l'échelle plus large - repose en effet sur un vaste processus de consultation.

Pour soutenir la mise à l'échelle future, une visite dans la zone du projet sera organisée pour les représentants de (certains) Conseils locaux d'autres zones, afin d'identifier également (avec eux) les zones où le projet pourrait être rapidement étendu dans une seconde phase, et ceci - si possible, et des ressources peuvent être mises à disposition - avant même un programme national est conçu et financé.

UNE un consultant, recruté dans le cadre d'un contrat de consultance, guidera la mise en œuvre du projet, garantissant une haute qualité de la planification, de la gestion et du suivi des progrès techniques et financiers. Un administrateur de projet fournira un soutien de gestion au projet et le consultant pour assurer une mise en œuvre efficace du projet conformément aux règlements de «mise en œuvre directe du PNUD».

Le PNUD fournira un appui à la coordination générale et assurera la préparation des rapports requis. Le PNUD contribuera également, en partenariat avec les principaux ministères, à une note conceptuelle à la fin du projet de 18/12 mois pour guider la formulation future du programme de mise à l'échelle. La préparation de cette note sera entreprise conjointement avec le Ministère des affaires sociales et du travail; le Ministère du plan et de la coopération extérieure; et le ministère des Finances;

Le PNUD mobilisera les principaux ministères (voir ci-dessus) pour assurer une solide appropriation nationale de cette initiative, qui consiste à piloter l'intégration effective - et donc également la mise en œuvre - de la politique nationale de promotion et de protection sociale au

niveau local, et ainsi donner plus de profondeur. à la décentralisation (renforcement des capacités pour lequel est l'objectif principal du projet de Gouvernance Locale ci-dessus dans lequel ce projet sera intégré).

Lorsque cela est approprié et utile pour soutenir l'objectif clé de ce projet, qui est la localisation du PNPPS et du SIMAST et l'intégration résultante de données de vulnérabilité factuelles dans la planification de l'action locale, des liens avec d'autres projets pertinents du PNUD seront assurés.

Grâce à un partenariat étroit avec ces ministères, un effort conjoint sera également entrepris pour formuler, en s'appuyant sur les expériences de ce projet, un programme national de mise à l'échelle de l'approche, piloté dans le cadre de ce projet, au niveau national et à travers tous administrations locales.

Le PAM et, dans le cadre de ce projet et d'autres interventions de programme, le PNUD accordent la priorité à l'appui à la politique nationale de promotion et de protection sociales dans leurs programmes de pays respectifs. Étant donné que cette politique récemment promulguée est également une priorité pour les principaux bailleurs de fonds (y compris les IFI), ce projet jettera peut-être aussi les bases d'un partenariat élargi entre le PAM, le PNUD et d'autres donateurs dans le contexte d'une initiative nationale ultérieure à plus grande échelle. .

Le PNUD est membre des «Partenaires Techniques et Financiers» (PTF), qui est le forum le plus important pour les décisions de politique et de réponse prioritaires parmi les donateurs présents en Haïti. Des questions ou des besoins particulièrement importants, ou des réponses prometteuses du programme, sont débattus à ce niveau. Le PNUD utilisera cette plate-forme pour le dialogue pour soulever des problèmes, partager des idées et construire des partenariats liés à ce projet et au programme ultérieur à plus grande échelle, et en ce qui concerne les priorités et les défis de la protection sociale en général en Haïti.

Le partenariat du PNUD avec les acteurs de la gouvernance locale, dans le cadre du projet phare en cours financé par le Canada mentionné avec lequel ce projet développera des synergies, sera approfondi grâce à l'expansion de cette initiative, et sera considérablement élargi grâce à la formulation (dans le cadre de ce projet) et par la suite. mise en œuvre du programme national élargi.

Enfin, compte tenu de la nature multidimensionnelle de la politique nationale de protection et de promotion sociale, de multiples opportunités existent pour l'association de plusieurs agences des Nations Unies, dans une approche «One UN», dans la mise en œuvre de cet effort de localisation du PNPPS. Les progrès réalisés dans le cadre de ce projet seront donc régulièrement présentés aux réunions de l'équipe de pays des Nations Unies.

Les femmes et les hommes des localités ciblées seront directement impliqués. Les communautés apportent une solide connaissance de la vulnérabilité et des besoins prioritaires et seront ainsi habilitées (comme c'est le cas pour toutes les activités du projet de gouvernance locale) à suivre la conception et la mise en œuvre du projet, sous tous ses aspects. En ce sens, ils seront associés à l'examen des évaluations des besoins et de la hiérarchisation, et à l'identification - et, si nécessaire, à la hiérarchisation correcte - des personnes ou des organisations à soutenir conformément à la base de données probantes de la base de données SIMAST.

La protection sociale et la conception d'un filet de sécurité national étant l'une des principales priorités du système des Nations Unies en Haïti, ce projet a le potentiel de fournir des preuves et des leçons apprises dans la conception d'une approche plus globale pour poursuivre cette priorité

de l'équipe de pays des Nations Unies. En plus de soutenir le PNPPS, ce projet peut apporter une contribution supplémentaire à l'avancement du programme national de décentralisation, en s'appuyant sur le renforcement des administrations locales et des communautés locales pour faire progresser la localisation des principaux instruments de politique nationale tels que le PNPPS.

Quelques activités de projet récentes et connexes du PNUD; en particulier en ce qui concerne la réponse à l'impact du COVID-19, sont résumés ci-dessous:

Source de financement	Montant	Objectif / période couverte par le financement
PNUD	200 000 \$	Soutien d'urgence aux communautés de migrants de retour exposées ou touchées par le COVID-19 - et particulièrement vulnérables - dans la zone frontalière entre Haïti et la République dominicaine
PNUD	100 000 \$	Soutien d'urgence à l'administration pénitentiaire en réponse à la menace d'infection au COVID-19 (EPI; soutien infrastructurel; intensification de l'application des dispositions relatives à la libération anticipée)
PNUD	À déterminer	Facilité d'intervention rapide Phase 1 (fournitures d'urgence; services consultatifs)
PNUD	30 000 \$	Évaluation rapide de l'impact macro-économique du COVID-19
PNUD	40 000 \$	Enquête «6000 ménages» pour fournir une base de données probantes sur l'impact du COVID-19 sur les ménages
PNUD	80 000 \$	Soutien technique de la direction au CR et à l'équipe de pays des Nations Unies pour la

		formulation du plan d'intervention de l'UNCT COVID-19
--	--	---

III. SURVEILLANCE

Au démarrage du projet, le consultant du projet préparera, en consultation avec le projet de gouvernance locale, un plan d'action du projet. Une fois ce plan d'action achevé et approuvé, le budget du projet sera ajusté de manière à être pleinement conforme aux exigences et au calendrier du plan d'action.

Ce plan d'action définira les 12 localités où, sur la base de l'expérience antérieure du projet de gouvernance locale, le potentiel de progrès et l'impact est le plus élevé.

Des repères et des indicateurs de succès seront définis dans le plan d'action pour chacun des six trimestres de la mise en œuvre du projet (tout en tenant compte du fait que la composante financée par le gouvernement espagnol a une durée de 12 mois).

Un processus de suivi multipartite efficace sera défini dans le cadre du plan d'action, garantissant la pleine participation des administrations locales et des communautés. (Dans la mesure du possible, et en s'appuyant sur les nouvelles technologies de communication, une sollicitation plus régulière de commentaires sur les aspects clés des objectifs et des résultats du projet sera également développée).

L'obtention d'informations clés pertinentes pour la formulation de l'initiative de mise à l'échelle ultérieure sera d'une importance particulière dans la fonction de suivi (et de rétroaction).

Ce dernier nécessite alors également l'inclusion à intervalles réguliers de l'Association des maires dans le ou les processus de suivi.

IV. PLAN DE TRAVAIL

BUDGET / PLAN DE TRAVAIL

RÉSULTATS ATTENDUS	ACTIVITÉS PLANIFIÉES Activités à entreprendre en vue des résultats déclarés	PLAGE DE TEMPS						PARTIE RESPONSABLE	BUDGET PRÉVU *				
		2021		2021		2022			Description du budget	Budget total	Montant par Partenaire de financement		
		Q1	Q2	Q3	T4	Q1	Q 2						
Résultat 1. Renforcer le système national d'enregistrement des vulnérabilités (SIMAST) au niveau local, en habilitant les administrations locales à capturer, enregistrer et mettre à jour efficacement toutes les vulnérabilités locales (avec un accent particulier sur l'égalité des sexes et, à très court terme, COVID- 19 impact spécifique sur les plus vulnérables)												RRF Financé	Espagne Financé
(TOTAL: 286 000 USD)												250 000	36 000
<u>Sortie 1:</u> Autonomiser le personnel de l'administration locale pour Démarrage de la base de données SIMAST au niveau local; pour la maintenance et la mise à jour de la base de dates de vulnérabilité	1.1. Personnel affecté de 12 municipalités soutenu dans la mise en œuvre de SIMAST, afin d'assurer une cartographie complète des vulnérabilités locales (identification, enregistrement et mise à jour)		X	X	X	X	X	Administration locale		Personnel	50 000	50 000	10 000
								Partenaires du projet		Formations	50 000	40 000	
								Experts du PNUD					
	1.2. Informations désagrégées de la base de données utilisées pour une analyse			X	X	X	X	Administration locale		Conseil et personnel	54 000	40 000	14 000

ODD 1; 5; 17 Cibles ODD: 1,3; 1,4; 5,5; 17,18	efficace des vulnérabilités et pour guider la formulation d'une action locale objectivement priorisée							Partenaires du projet					
								Projet de groupe					
	1.3. Communication transparente des administrations locales aux communautés sur les listes de bénéficiaires, suivie d'éventuels ajustements et corrections sur la base de questions (ou plaintes) valides reçues des membres de la communauté		X	X	X	X	X	Administration locale Partenaires du projet PNUD		Outils et équipement Voyages et ateliers	10 000 22 000	10 000 10 000	12 000
	1.4. Installation de lecteurs électroniques, de matériel informatique et de logiciels dans 12 administrations locales pour renforcer et faciliter l'enregistrement, l'analyse et l'accès à l'information		X	X	X	X	X	Administration locale Partenaires du projet Projet de groupe		Équipement	100 000	100 000	
Résultat 2. Renforcer les capacités des administrations locales à intégrer les données de vulnérabilité (SIMAST) et la formulation correspondante des priorités de réponse dans la planification et la mise en œuvre des actions locales													
(TOTAL: 263 000 USD)												180 000	83 000
Sortie 2.	2.1. Former et coacher les autorités locales à analyser les données au sein de leurs		X	X	X			Administration locale		Experts Formations	70 000 20 000	30 000 20 000	40 000

Intégration des considérations de vulnérabilité (sensibles au genre) dans la planification des actions locales ODD 1; 4; 10, 17 Cibles ODD. 1,5; 10.2; 4,3; 17,18	communautés sur la base des critères de vulnérabilité SIMAST, y compris les indicateurs sexospécifiques, et à hiérarchiser les exigences de réponse en conséquence, tout en assurant la transparence et la consultation de la communauté dans cette hiérarchisation et la planification des actions							Partenaires du projet PNUD					
	2.2. Organiser des ateliers locaux, avec la participation des communautés et en particulier des membres vulnérables des communautés ainsi que des représentants des autorités locales, sur la priorisation de la santé, de l'insécurité alimentaire, des moyens de subsistance et des réponses liées à la pauvreté, sur la base des données et des analyses SIMAST. Dans le cadre de la composante du gouvernement espagnol, se concentrer sur la planification de la réponse d'impact spécifique au COVID-19		X	X	X	X		Administration locale Partenaires du projet Projet de groupe		Experts Ateliers	50 000 20 000	30 000 20 000	20 000
	2.3. Fournir des conseils continus sur la manière				X	X	X	Administration locale		Consultants	20 000	20 000	

	de renforcer l'utilisation des données de vulnérabilité compilées via SIMAST pour une intégration efficace dans les cadres d'action locaux, les plans et la budgétisation, avec des processus participatifs les validant							Partenaires du projet		Équipement	10 000	10 000	
	2.4. Renforcer les capacités pour le suivi et l'évaluation réguliers des actions de vulnérabilité entreprises, ainsi que pour la mise à jour régulière de la base de données SIMAST locale		X	X	X	X	X	Administration locale		Ateliers	33 000	10 000	23 000
								Partenaires du projet		Équipement	40 000	40 000	
								Experts et consultants de projets du PNUD					
Résultat 3. Appui aux initiatives locales qui démontrent une intégration efficace des données sur la vulnérabilité et des priorités de réponse et formulation, à la fin du projet, ou une initiative nationale de mise à l'échelle s'appuyant sur les preuves produites et les leçons tirées de ce projet													
(TOTAL: 1 371 000 USD)												880 000	491 000
Sortie 3.	3.1 Identifier, sur la base de la base de données SIMAST et en concertation avec la communauté, les principaux bénéficiaires et / ou participants des initiatives locales			X	X	X	X	Administration locale		Personnel	20 000	20 000	
Soutien direct aux actions locales en réponse aux vulnérabilités identifiées et objectivement hiérarchisées (et plus particulièrement, dans le								Partenaires du projet		Ateliers communautaires	30 000	30 000	
								Projet de groupe					

cadre de ce projet et en ce qui concerne la composante financée par le gouvernement espagnol en relation avec l'impact socio-économique du COVID-19), et la formulation d'un suivi national et initiative de mise à l'échelle ODD 1, 5, 8, 10; 11 Cibles ODD: 1,3; 1,9; 5,5; 5,9; 8,2; 10.1.1; 10,4; 11,5;	3.2. Identifier, prioriser, formuler et mettre en œuvre les projets les mieux adaptés aux vulnérabilités cartographiées et analysées (respectivement dans 12 et 5 localités) Pour la composante financée par le gouvernement espagnol, 3 micro-projets dans 5 localités à environ 30000 \$ chacun Pour le volet RRF, 3 micro-projets à environ 30000 \$ chacun dans 7 localités)			X	X	X	X	Administration locale		Projets locaux (Espagne)	445 000	30 000	415 000
								Partenaires du projet		Projets locaux (RRF)	630 000	630 000	
								Projet de groupe					
	3.3 Appui aux activités liées à la réponse sanitaire au COVID-19 fourni aux 5 localités de la zone frontalière, avec les conseils - ou grâce à la participation - du Comité de la santé de la Commission binationale			X	X			Administration locale		Assistance technique et directe	64 000		64 000
								Partenaires du projet					
								Commission binationale					
	3.4 Soutenir les réunions avec les parties prenantes du projet sur les avantages et les opportunités				X	X	X	Administration locale	'	Ateliers	20 000	20 000	
								Partenaires du projet					

	d'élargissement de l'outil SIMAST dans une planification et une hiérarchisation des actions locales plus larges, sur la base des leçons tirées des initiatives mises en œuvre dans le cadre de ce projet												
	3.5 Échanges entre les municipalités pour partager, reproduire et mettre à l'échelle les meilleures pratiques sur les mesures de SIMAST " localisées " et de la politique nationale de protection sociale			X	X	X	X	Administration locale Partenaires du projet	Voyage Transport	32 000	20 000	12 000	
	3.5. Préparer le concept et / ou le document de programme pour l'intensification de cette initiative. Améliorations du système SIMAST. Conception de pages Web et / ou d'applications pour l'accès aux données SIMAST.						X	Administration locale Partenaires du projet	Consultant Conseil informatique	30 000 100 000	30 000 100 000		

Contribution aux coûts globaux d'exploitation, de logistique et de gestion générale													
(TOTAL: 330000 USD)												190 000	140 000

Opérations et logistique		139 000	79 000	60 000
Audit		12 000		12 000
Soutien à la direction générale (8%)		171 000	111 000	60 000
Taxe de coordination du Secrétariat de l'ONU (1%)		8 000		8 000

SOMME FINALE			RRF	Budget de l'Espagne
		2 250 000	1 500 000	750 000

CADRE DE RÉSULTATS

RÉSULTATS ATTENDUS	INDICATEURS DE SORTIE ¹	RÉFÉRENCE		JALONS ET CIBLES					
				2021	2021	2021	2021	2022	2022
				Q1	Q2	Q3	T4	Q1	Q2

¹Il est recommandé que les projets utilisent les indicateurs de réalisation des indicateurs du Plan stratégique IRRF COVID-19, le cas échéant. En raison de la nature du travail de réponse au COVID-19, des jalons et des objectifs trimestriels sont recommandés. La surveillance sera effectuée à l'aide du tableau de bord de surveillance COVID-19. Les rapports seront rationalisés dans l'exercice de rapport COVID-19 (indicateurs mini-ROAR et COVID-19). Aucun rapport séparé ne sera requis pour la facilité de financement rapide.

Sortie 1. Autonomiser le personnel de l'administration locale pour Démarrage de la base de données SIMAST au niveau local; pour la maintenance et la mise à jour de la base de données de vulnérabilité	1.1. Mise à jour et mise à niveau périodiques du système de base de données pour permettre un accès accru à des informations opportunes et précises sur la vulnérabilité dans certaines municipalités / communes	0	2020		3	6	12	12	12
	1.2. Nombre de points focaux ou d'unités désignées nommés dans les municipalités	0	2020	6	12	24	24	24	24
	1.3. Nombre de nouveaux ménages ajoutés à la base de données SIMAST	0	2020	0	5 000	10 000	20 000	30 000	30 000
	1.4. Mise à jour du protocole SIMAST / SOP approuvé	0	2020	1	1	1	1	1	1
	1.5. Nombre de municipalités disposant d'une base de données de vulnérabilité opérationnelle et constamment mise à jour	0	2020			3	6	9	12
	1.6. Nombre d'administrations locales ont fourni des lecteurs électroniques et du matériel de traitement installé pour renforcer et faciliter l'enregistrement, l'analyse et l'accès à l'information	0	2020	0	3	12	12	12	12
Sortie 2. Intégration des considérations de vulnérabilité (sensibles au genre) dans la planification des actions locales	2.1. Nombre de formations organisées pour le personnel des administrations locales sur SIMAST et son utilisation	0	2020	0	4	8	12	12	12
	2.2. Nombre de représentants des autorités locales et d'autres parties prenantes utilisent les données SIMAST pour évaluer les vulnérabilités	0	2020			4	12	12	12
	2.3. Nombre de membres de la communauté les plus vulnérables (également liés à l'impact de la pandémie COVID-19) identifiés et ventilés par type de vulnérabilité, sexe et âge	0	2020		2 000	4 000	6 000	6 000	6 000
	2.4. Pourcentage de femmes identifiées parmi les plus vulnérables, dans le cadre des données de la plateforme SIMAST globale, en pleine compréhension et reconnaissance de la priorité de la réponse par rapport aux inégalités de genre	N / A	2020		Au moins 50%	Au moins 50%	Au moins 50%	Au moins 50%	Au moins 50%
	2.5. Nombre d'ateliers de plaidoyer et de formation avec les administrations locales, les acteurs locaux et les communautés vulnérables	0	2020		2	4	4	8	8
Sortie 3 Soutien direct aux actions locales en réponse aux vulnérabilités identifiées et objectivement	3.1. Nombre d'initiatives de soutien direct planifiées et entreprises	0	2020			12	24	36	36
	3.2. Évaluations participatives entre la communauté et les responsables locaux pour évaluer la pertinence et l'impact des interventions, et formuler des recommandations pour un renforcement supplémentaire de la base de données SIMAST et	0	2020		6	18	24	30	36

hiérarchisées (et plus particulièrement, dans le cadre de ce projet et en ce qui concerne la composante financée par le gouvernement espagnol en relation avec l'impact socio-économique du COVID-19), et la formulation d'un suivi national et initiative de mise à l'échelle	l'intégration des données de vulnérabilité dans la hiérarchisation des actions locales								
	3.3. Une note conceptuelle finalisée pour la mise à l'échelle de l'initiative, en partenariat avec les principaux ministères	0	2020						1